

Après le nord, le centre du Mali menace de s'enflammer

Les islamistes étendent leur influence dans le delta intérieur du Niger

REPORTAGE

BAMAOKO, MOPTI, SÉVARÉ (MALI) -
envoyé spécial

Depuis le 22 avril 2015, Issa Dicko est en sur-sis. Ce jour-là, Amadou Issa Dicko, son cousin et chef du village de Dogo, dans le centre du Mali, a été froidement assassiné en public par deux djihadistes à moto. Les explications du drame mêlent des considérations sociales, politiques et religieuses, dans cette région du delta intérieur du Niger désertée par l'Etat et qui menace, après le Nord, de s'enflammer.

L'histoire que raconte Issa Dicko, rencontré à mi-décembre 2016 à Sévaré, est emblématique des tensions qui déchirent cette terre d'élevage et de rizières enrichies par les crues du Niger, source de litiges fonciers séculaires et terre de djihad. Un homme incarne le danger : Hamadou Koufa Diallo, un islamiste radical qui, depuis des années, laboure les consciences. « J'appréciais certains de ses prêches prônant la constitution d'une république islamique au Mali, reconnaît Issa Dicko, doyen septuagénaire d'une famille de propriétaires terriens. Mais ce maître coranique a converti des marabouts de la région et, surtout, il a convaincu les plus pauvres de prendre les armes. »

Menaces et intimidations

Le succès d'Hamadou Koufa Diallo est d'avoir ajouté une dimension sociale au discours religieux rigoriste. « Lui et les autres islamistes de la région parlent de libération, d'émancipation et d'épanouissement, cela attire les plus démunis, les pasteurs trans-humants et certains marabouts », décrypte Boukary Sangaré, anthropologue malien, doctorant à l'université de Leyde, aux Pays-Bas. Issa Dicko illustre ce propos :

« Normalement, quand tu passes avec du bétail sur une terre, tu paies la redevance au propriétaire. Koufa dit : "Ne payez rien, la terre appartient à tout le monde." »

Cette jacquerie a connu une embellie en 2011. La moitié du Mali est alors occupée par une coalition instable de mouvements djihadistes, affiliés pour certains à Al-Qaida, et de rebelles indépendantistes touareg qui avait mis l'armée et l'Etat maliens en déroute. « L'intervention militaire française du début 2013 a dispersé

les djihadistes. Mais l'accalmie n'a pas duré », se souvient Issa Dicko.

Progressivement, les groupes se sont reconstitués dans un vide étatique. Dans le Centre, jusqu'alors épargné, ils s'enracinent. Hamadou Koufa réapparaît ainsi en 2015 à la tête du Front de libération du Macina (FLM, renommé depuis la katiba du Macina), du nom de l'ancien empire peul théocratique du XIX^e siècle bâti sur le djihad. Proche d'Iyad Ag-Ghali, le puissant chef islamiste d'Ansar Eddine, le FLM signe sa première opération au début de 2015 avec l'attaque d'un poste militaire malien dans le delta intérieur.

Cet événement va précipiter la vie d'Issa Dicko. « Il y avait plusieurs jeunes de Dogo parmi les saillants tués, rappelle-t-il. L'armée a donc arrêté des proches de Koufa dans mon village. Deux jours plus tard, des islamistes nous ont accusés d'avoir dénoncé leurs gens à l'armée. "Si vous recommencez, on vous égorge", ont-ils prévenu. » De menaces en intimidations, les villageois demandent aux autorités maliennes le droit de former un groupe d'autodéfense comme il en fleurit tant dans la région.

La démarche du chef du village de Dogo lui sera fatale. Le 22 avril 2015, Amadou Issa Dicko est abattu sur la place du marché. « Et moi, je sais qu'ils me cherchent, confie Issa. Ils m'accusent

d'être un informateur. On ne sait plus qui est qui, qui va vous dénoncer. » Plusieurs locaux accusés de servir comme éclaireurs de l'armée malienne dans le dédale lacustre du delta ou la brousse sahélienne ont été exécutés sommairement. Les édiles ou les chefs de village, tout ce qui est assimilé au pouvoir central, sont visés. Le bilan reste à établir, mais plusieurs d'entre eux ont été tués, comme l'a également souligné un rapport publié le 18 janvier par Human Rights Watch.

La peur et la suspicion empoisonnent maintenant le delta et ses campagnes. Sévaré aussi est touchée. Le 7 août 2015, dans cette ville-caserne de l'armée malienne, des djihadistes ont attaqué l'Hôtel

Byblos, où résidaient des contractuels de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma), faisant une dizaine de morts, dont plusieurs étrangers. « L'armée malienne ne contrôle que la grand-route allant de Bamako jusqu'à Sévaré, après, jusqu'à Gao, c'est le Far West », s'inquiète un officier de la Minusma. Sans parler des voies secondaires de circulation partant du « goudron ». C'est le règne des coupeurs de route, quand elles ne sont pas minées par les groupes armés. L'Etat a d'ailleurs renoncé en novembre 2016 à organiser les élections municipales dans nombre de communes de la région.

« Rancœur »

A l'incapacité de l'armée à rétablir l'ordre s'ajoute une défiance légitime envers les services de sécurité et l'Etat malien en général. « Pour chaque Peul ou Touareg arrêté, l'armée demande entre 500 000 et 2 millions de francs CFA [de 750 à 3 000 euros] pour sa libération. C'est du racket. Leurs opérations de sécurisation tournent au pillage », dénonce un activiste peul. « C'est un fonds de commerce pour l'armée malienne et une

source de rancœur pour les locaux», reconnaît piteusement un général à la retraite.

Inquiet d'une situation qui ne cesse de se dégrader, l'état-major de la Minusma prévoit d'installer à Sévaré 600 soldats sénégalais à partir du mois de février. «*La réponse militaire étrangère n'est pas une solution*», tranche l'anthropologue Boukary Sangaré. D'autant que les 10 000 casques bleus sont absorbés par le nord du pays, où l'application de l'accord de paix d'Alger se heurte à de nombreux obstacles, comme l'a rappelé l'attentat-suicide du 18 janvier à Gao (près de 80 morts sur une base gardée par des casques bleus).

Autre signe de la crise dans le delta intérieur du Niger, l'Etat malien abandonne le champ de l'éducation républicaine sous la pression islamiste. Dans une petite maison en terre du centre historique de Mopti, trois jeunes professeurs assument leur statut de «*fuyards*». Mutés dans un village isolé, ils ont déserté leurs postes, «*par peur de mourir*». De nombreux chefs de village subissent en effet les pressions des groupes djihadistes les forçant à fermer les écoles. «*Ils viennent armés, ils prêchent dans les mosquées, puis ils repartent et reviennent*», raconte l'un des professeurs.

Quelques jours auparavant, ils ont ainsi débarqué à la mosquée

de Konna, à une cinquantaine de kilomètres de Sévaré, sur la route nationale menant à Gao. «*Ils sont très mobiles*», observe Soumaïla Sangaré, secrétaire général de la commune urbaine de Djenné : rayonnant dans le delta intérieur du Niger, mais aussi au sud de la route Sévaré-Gao, particulièrement au niveau de Douentza, d'où partent dorénavant des groupes visant le nord du Burkina Faso, cible de plusieurs attaques meurtrières ces derniers mois. «*Si l'Etat n'agit pas rapidement, la région va basculer dans la guerre*», s'inquiète Soumaïla Sangaré. Mais, à Bamako, tout cela semble bien loin. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT

